

GILLES JACQUIER,
grand reporter à France 2

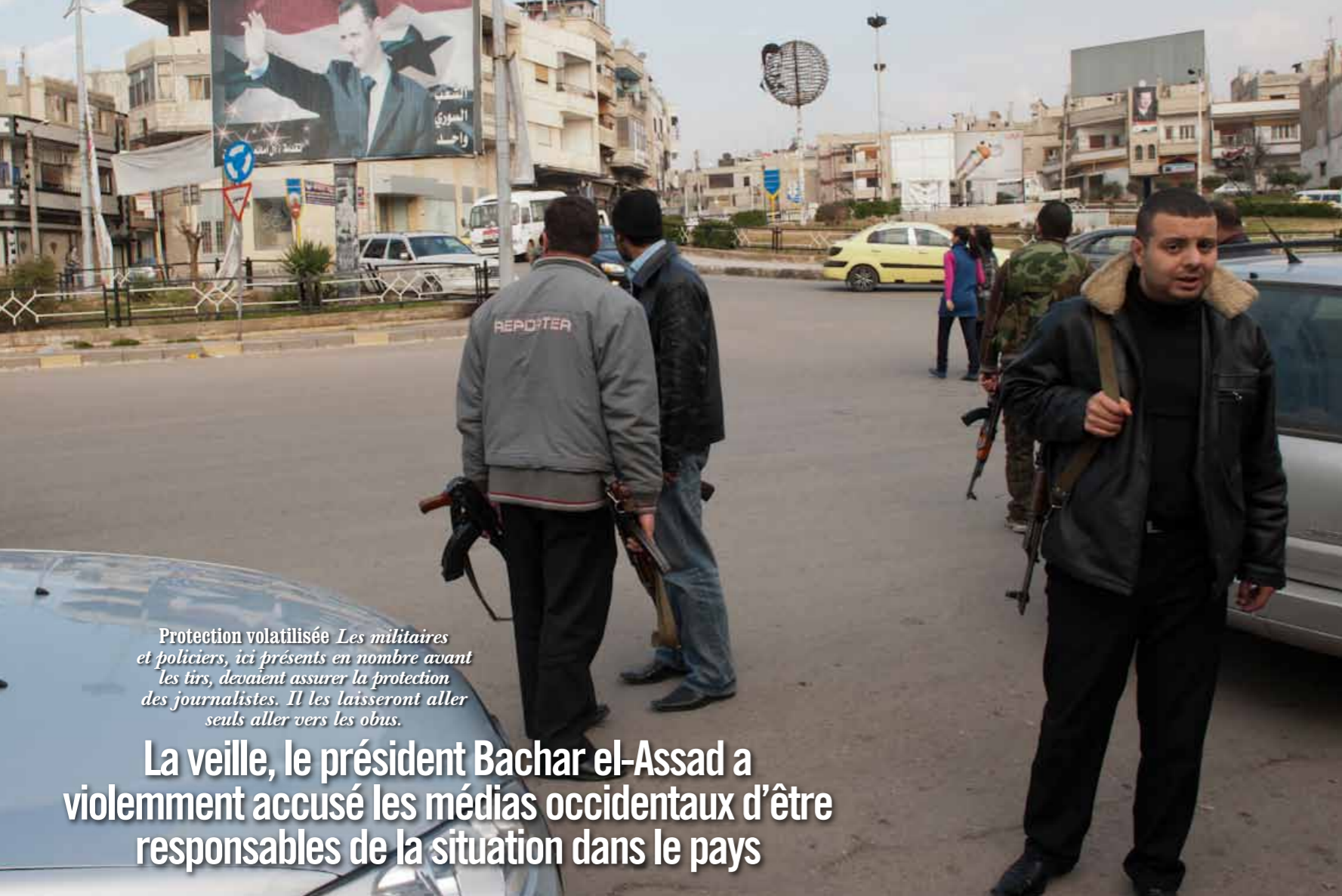
PAR JACQUES DUPLESSY ET STEVEN WASSENAAR (PHOTOS)

LA MORT EN DIRECT

LE JOURNALISTE TUÉ DANS DES CIRCONSTANCES TROUBLES FAISAIT PARTIE DU MÊME GROUPE DE PRESSE QUE NOS REPORTERS. ILS TÉMOIGNENT.



Homs, mercredi 11 janvier, 15 h 28 C'est la dernière photo du grand reporter de France 2 Gilles Jacquier, quatre minutes avant qu'il soit touché par un obus. À la demande des accompagnateurs, il se dirige vers l'école du quartier d'Akramah, alors qu'un premier tir vient de fuser. Les journalistes se retrouvent seuls. Un piège leur a-t-il été tendu ?



Protection volatilisée Les militaires et policiers, ici présents en nombre avant les tirs, devaient assurer la protection des journalistes. Il les laisseront aller seuls aller vers les obus.

La veille, le président Bachar el-Assad a violemment accusé les médias occidentaux d'être responsables de la situation dans le pays



Sous surveillance Le travail des journalistes (ici, à g., Jacques Duplessy avec un habitant d'Homs) était très encadré par les services de sécurité syriens, qui espionnaient toutes les conversations.

Mercredi 11 janvier, 15 h 30, quartier d'Akramah, Homs. Quatre obus s'abattent près de nous. Victime du dernier, Gilles Jacquier, grand reporter pour France 2, meurt sur le coup, le cœur touché par des éclats. Le fixeur de Joseph Eid, photographe de l'AFP, est grièvement blessé. Christophe, le cameraman

de Gilles, Mireil, une interprète, et mon photographe Steven Wassenaar sont plus légèrement touchés. Des civils présents sur les lieux sont eux aussi frappés par les explosions. La télévision syrienne parle d'un bilan de 9 morts, dont 8 Syriens, et de plus de 10 blessés, pointant immédiatement la responsabilité des insurgés.

Nous étions arrivés moins de deux heures auparavant à Homs, foyer de l'insurrection, dans le cadre d'un reportage organisé sous couvert du ministère de l'Information syrien et à l'invitation d'une religieuse proche du pouvoir, sœur Agnès Myriam de la Croix. Lors d'une réunion, la veille de notre départ pour Homs, elle fustigeait les journalistes occidentaux, les qualifiant de propagandistes à la « Goebbels » et les accusant de ne rendre compte du conflit que de manière partielle. Les autorités nous avaient garanti que nous pourrions travailler librement dans la ville. Mais, à l'hôtel, des officiels nous ont imposé la visite d'un quartier alaouite, de la religion du président Bachar el-Assad. Nous ne portions pas de gilet pare-balles, jugé inutile.

En chemin, la plupart des magasins étaient fermés, la ville semblait morte. Pourtant, les commerces de la place où l'on nous a guidés étaient ouverts. Il y avait aussi un déploiement massif de policiers, de militaires et de civils armés. Des agents des services de sécurité, en permanence à nos côtés, écoutaient nos interviews. Une quarantaine de manifestants supporteurs du régime sont apparus soudainement. La télé locale nous filmait en permanence. Nous étions pris dans un vrai show du pouvoir. Le seul moment de vérité, c'est quand nous sommes entrés dans une boulangerie avec Steven. Un membre de la sécurité a imposé au commerçant de nous offrir une pizza. Le boulanger tremblait de peur et n'arrivait qu'à bredouiller des « oui » et des « non ». Nous avons traversé la place en direction d'un check-point de la police quand un inconnu, qui s'est présenté comme pharmacien, a insisté pour que nous nous rendions dans une école à 200 mètres de là, où « un obus tiré par les terroristes était tombé la veille, tuant deux enfants ». Au même moment, mes confrères étaient attirés par des « habitants » vers ce même lieu.

Un premier obus tombe au loin. Une micromanifestation pro-Assad nous attend devant l'école. Un deuxième obus tombe alors sur un immeuble, près de l'école déserte. Puis un troisième sur l'école. Je me réfugie dans un bâtiment en face de l'école et m'accroupis dans l'escalier, à l'abri de la rambarde en béton. « Sortez, c'est dangereux ici ! » crie quelqu'un en anglais. Je décide de ne pas bouger. Deux nouveaux obus tombent dans la rue, coup sur coup. Dont un juste devant la porte de l'immeuble, qui tue Gilles. Steven, quelques mètres derrière lui, est alors venu vers moi, le visage en sang, hurlant : « Je suis touché ! » Il avait reçu un éclat tout près de l'œil gauche.

Nous sommes transportés dans une voiture de police vers un hôpital, où les morts et les blessés continuent d'arriver. C'est le chaos. Joseph Eid, le photographe de l'AFP, nous annonce la mort de Gilles, dont le corps a



Religieuse pro-Assad À droite de sœur Agnès, qui a organisé la venue des journalistes réunis la veille à Damas, Gilles Jacquier. À gauche, sa compagne, Caroline Poiron, photographe.

été transporté dans un centre de santé. À 21 heures, des rafales de kalachnikov sont tirées près de notre hôtel, « les premières depuis dix mois » selon un employé. L'ambassadeur de France et des policiers du Raid ont monté une opération pour ramener tout le groupe à Damas dans la nuit, ainsi que le corps de Gilles.

Beaucoup de zones d'ombre planent sur l'origine de cette attaque. Nous a-t-on délibérément attirés dans un piège mortel ? Était-ce une manipulation du gouvernement syrien ?

Depuis seize mois, le pouvoir répond par la terreur aux manifestations pacifiques. Face à la répression, qui a provoqué plus de cinq mille morts, une résistance armée conduite par l'Armée syrienne libre (ASL) s'organise. Aujourd'hui, le régime est prêt à tout pour conserver le pouvoir et discréditer l'opposition. Quitte à tirer sur ses propres partisans.

Sur le front, on sait qu'on peut se trouver au mauvais endroit au mauvais moment. Mais à Homs, quatre obus sont tombés directement sur nous avec une précision étonnante, après le premier tir, lointain. Chose étrange, nous n'avons vu aucune destruction dans le quartier : pas de traces de balles, pas de vitres soufflées. Pourquoi nous a-t-on demandé à tous, au même moment, d'aller vers cette école ? Pourquoi les nombreux militaires et policiers qui étaient en charge de notre protection se sont-ils retirés en nous envoyant vers le lieu d'impact ?

Cette attaque s'inscrit étonnamment dans la suite du discours du président syrien, la veille de l'attaque. Bachar el-Assad a violemment accusé les médias occidentaux d'être responsables de la situation dans le pays. N'a-t-on pas décidé de faire payer des journalistes européens, de les intimider, de les dissuader de venir témoigner, tout en faisant porter le chapeau à l'opposition ? En accusant la résistance, qualifiée de « terroriste » par Damas, le régime tente de la discréditer sur la scène internationale, mais aussi au sein de la population. La Syrie fait de ce drame une opération de propagande. Plusieurs cameramen ont filmé l'intégralité de l'attaque. Ils nous ont suivis dans les hôpitaux où nous avons été évacués, et jusqu'à l'hôtel, pour montrer notre douleur. Des images ont tourné en boucle sur les écrans de télé. France Télévisions a saisi le procureur de Paris et demandé l'ouverture d'une enquête pour homicide volontaire. Steven Wassenaar et moi-même portons plainte contre X pour tentative d'assassinat. ■

Hommage Tombé pour l'info

En mission pour « Envoyé spécial », Gilles Jacquier allait au plus près des conflits sans être une tête brûlée.



J'ai horreur de la guerre, mais sur ces terrains je peux faire de vraies rencontres. Le plus souvent, les gens sont sincères face à une caméra et on ne peut rester insensible à leur souffrance », disait Gilles Jacquier.

Né le 25 octobre 1968 à Évian, il avait commencé sa carrière à la chaîne régionale TV8 Mont-Blanc à Annecy en 1989, avant de rejoindre deux ans plus tard la rédaction nationale de France 3. Depuis, il avait couvert, caméra à l'épaule, la plupart des grands conflits des vingt dernières années : Kosovo, Afghanistan, Congo, Algérie, Irak, les révolutions arabes. Excellent reporter de guerre, il n'avait pour autant « rien d'un casse-cou et ne prenait pas de risques inconsidérés », selon Bertrand Coq, reporter avec qui il avait obtenu le prix Albert-Londres en 2003 pour sa couverture de la deuxième intifada du conflit israélo-palestinien. Lors d'un reportage à Naplouse en 2003, Gilles avait été blessé d'une balle qui avait pénétré par le côté de son gilet pare-balles, le touchant à la clavicule. L'ex-champion de ski mettait dans son travail « tout l'acharnement » d'un grand sportif et ne « rentrait jamais sans les images ». Il refusait, par ailleurs, « les zones d'ombre, les trous noirs, les chapes de plomb ». Notamment ceux qui écrasent la révolte syrienne. Un refus qui lui a coûté la vie. Sous les yeux de sa compagne – mère de leurs jumelles de 19 mois –, la photographe Caroline Poiron, qui l'accompagnait dans tous ses reportages. ■ S. L.